

## Le Centre Ubuntu et le processus de paix, de reconstruction et de réconciliation nationale

*Communication à l'occasion de la « Journée burundaise » organisée par l'Association « IZERE »,  
Almere (Pays-Bas), le 25 octobre 03.  
Par Laurent Kavakure*

Avant de vous parler du Centre Ubuntu, je voudrais d'abord dire ma gratitude et mon admiration aux organisateurs de cette journée, en particulier au Président de l'Association IZERE, André Nkeshimana. Au nom du Centre Ubuntu, qu'il a déjà eu l'occasion de visiter, je le félicite très chaleureusement, ainsi qu'à tous ses collaborateurs. Dans mon exposé, je vais dire en bref les activités du centre Ubuntu, en donner brièvement l'historique et présenter quelques résultats concrets déjà atteints.

### En bref

Le « Centre Ubuntu » a été créé à Genève (Suisse) en 1999. C'est vraiment, un « iwacu » (chez nous) dont les membres sont fiers en Suisse. Le vocable Ubuntu intraduisible en langues étrangères et renvoie aux valeurs positives telles que la dignité, la justice, l'intégrité, le respect, l'hospitalité, la solidarité, le partage, l'honneur etc. Il est commun à tout un espace culturel et linguistique qui englobe l'Afrique centrale, orientale et australe. Le concept est beaucoup plus à l'honneur en Afrique du sud où la Commission Vérité et Réconciliation s'est beaucoup inspirée de sa philosophie. Cette commission a énormément contribué à la réconciliation et à la reconstruction de l'Afrique du Sud post-apartheid. Le Centre Ubuntu essaie également de concrétiser cette philosophie à travers ses différentes activités. Il sert en priorité d'espace de rencontre et d'échanges pour le partage des moments heureux (présentation de bébés, fiançailles, anniversaires, accueil de nouveaux membres de la communauté etc.) et de communion aux événements douloureux comme le deuil. Le Centre Ubuntu est en outre un espace de formation (formation aux valeurs d'ubuntu, à l'histoire et à la culture burundaise, initiation informatique etc.) ; un lieu d'intégration ( sans perdre les racines culturelles) ; un endroit de documentation (ouvrages sur le Burundi, la région des Grands-Lacs en général etc., liaison internet). Enfin, le Centre Ubuntu offre un espace musée (exposition permanente d'objets traditionnels : habits, instruments de musique, produits d'artisanat) ; un lieu de production de revues, brochures, édition) ; un espace de loisirs et de divertissement.

### Historique

Le docteur Epitace Ntawanka, ancien recteur du séminaire de Muyinga et ancien curé au Grand-Saconnex (Genève) décédé en mai 02 est l'initiateur du projet. Epitace avait une vision, une abnégation et un charisme dont la nation entière devrait lui être reconnaissante (Voir la revue du Centre, Tuj-i-buntu no 33). Epitace souffrait des divisions et susceptibilités qui existent au sein de la communauté burundaise et qui la fragilisent dans sa lutte pour la justice, l'égalité et bref l'avènement d'un Etat de droit au Burundi. Son rêve était de bâtir en Suisse « une communauté qui ne veut pas mourir ». Cette expression lui était très chère, tout comme « rapatrier la dignité sur nos collines ». Ce programme d'intérêt plutôt national, a pu galvaniser la communauté burundaise de Suisse, et une association est née « Ubuntu-Action burundaise pour la Culture et les droits humains », « Ubuntu-action » en abrégé, asbl de droit suisse. Cette association avait l'ambition de constituer une communauté d'action, unie et solidaire. Pour se doter de moyens d'action, le journal « Tuj-i-buntu » et le Centre Ubuntu ont été créés. Sur le plan idéologique, Epitace s'inspirait de la pensée de Michel Kayoya contenue dans ses deux livres « Sur les traces de mon père » et « Entre les deux mondes ». En la matière, il y avait eu un précurseur : le Centre Michel Kayoya avait par le passé momentanément fonctionné à Padoa en

Italie. Ce Centre animait une publication et s'était donné pour mission le soutien aux travaux recherches sur le Burundi. C'est donc dans la continuité de la pensée de Michel Kayoya sur l'humanisme intégral qu'il faut situer la naissance du Centre Ubuntu à Genève. Plus récemment encore, un autre Centre Ubuntu est né à Bujumbura, sous la houlette du Frère dominicain Emmanuel Ntakarutimana, qui avait activement pris part à toute la réflexion et aux différentes étapes qui ont mené à la création du Centre Ubuntu de Genève. Le Centre Ubuntu de Bujumbura est promis à un bel avenir, au regard du travail accompli sur le terrain des droits de l'homme et de l'éducation de la population à l'Ubuntu (traductions, publications, émissions radiodiffusées etc.. Le Centre Ubuntu s'avère un des piliers pour la réconciliation et la reconstruction nationale.

## **Quelques résultats concrets**

### **Publications sur le Burundi**

Le Centre Ubuntu assure des publications sur le Burundi. Il s'agit essentiellement la revue bimestrielle « Tuj-i-buntu ». Depuis la création de l'Association Ubuntu-action, 37 numéros ont déjà été sortis ; d'abord sous forme de feuillets, et aujourd'hui sous une forme de revue dont le fonds et la forme se passent de commentaires. Les thèmes sont variés et vont des analyses politiques et de l'actualité du Burundi et des Grands-lacs, les droits de l'homme, à des thèmes culturels ou de sociétés. Les pages de Tuj-i-buntu sont ouvertes à tous sans exception aucune et toutes les opinions sont les bienvenues. analyses et opinions, pages de la communauté, une page est toujours réservée à nos morts. Et les articles nous viennent de différents horizons. Le Centre Ubuntu accomplit donc une mission importante d'information et de sensibilisation sur différents thèmes d'intérêt national à Genève en particulier, en suisse et ailleurs, jusqu'au Burundi.

### **La lutte contre l'impunité**

Un autre cheval de bataille important pour le Centre Ubuntu est la lutte contre l'impunité des crimes au Burundi. L'impunité est l'un des fléaux qui gangrènent la société burundaise. Aussi longtemps que ce fléau n'est pas éradiqué, le pays est voué à une instabilité perpétuelle. La paix tant recherchée sera un leurre. C'est pourquoi le Centre Ubuntu attache une grande importance à la lutte contre ce cancer.

Ainsi dès la création du Centre, un dossier a été constitué contre le major Gaston Nteziriba, l'ancien commandant de brigade de Ngozi – Kirundo fortement impliqué dans les tristes événements de Ntega\_Marangara en 1988. Nommé, commissaire de Ntega-Marangara par la suite, il avait été promu ambassadeur à Genève, puis intégré le Haut-commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR). Le dossier a été ouvert au moment où il venait d'être nommé au siège du HCR à Genève au département de la logistique. C'était inadmissible pour les nombreuses victimes de la tragédie de Ntega-Marangara. Soucieux de protéger son fonctionnaire, le HCR a dû réviser la nomination et le réaffecter au Moyen-Orient. Ce dossier attend d'être ré ouvert à tout moment. Dans la foulée, le Centre Ubuntu réalisé une documentation importante sur les différentes tragédies qui ont endeuillé notre pays, en mettant les noms sur les crimes, les présumés coupables et les victimes. Les dossiers constitués ont concerné les massacres de Kamenge de janvier 1962, l'assassinat du 1er ministre Pierre Ngendandumwe le 15 janvier 1965, le génocide 1965, les exécutions sommaires de 1969 et sur la tragédie de 1972. Ces dossiers ont été réunis à la fin dans deux importantes publications, à savoir « Le conflit burundais I, les coups des années 60 » (261 pages) et « Le conflit burundais I, la tragédie de 1972 » (380 pages).

### **La mémoire collective**

Le travail de lutte contre l'impunité est mené corollairement avec le travail sur la mémoire collective. Il est très important de faire mémoire, et le Centre Ubuntu y consacre beaucoup

d'énergies. Beaucoup de burundais n'ont ni pleuré, ni pu ensevelir dans la dignité des êtres chers. Il y a un travail de deuil qui n'a pas été fait, et les victimes en portent inconsciemment des séquelles et des traumatismes.

Il est à déplorer le fait que les burundais sont un peuple avec une mémoire courte. C'est sans conteste l'un des facteurs qui handicapent développement du pays. Le Centre Ubuntu s'attèle à imposer une culture de la mémoire à place de la culture de l'oubli. Les propos du genre « *intibagira ntibana* », « *ntakuzura akaboze* » ne sont plus à mettre à toutes les sauces, comme à l'époque du leurre de l'unité nationale. D'après Peter Weibel estime que « l'oubli mène à la fuite des réalités, au refus de la responsabilité face à sa propre vie ou dans l'histoire des peuples. L'effort de mémoire, personnel ou collectif, joue au contraire un rôle de guérison et de réconciliation. Il rend justice à un passé douloureux. Il aide à le comprendre ou à l'assumer pour construire le présent sur des bases plus saines, pour éviter aussi que des événements indignes de l'homme ne se reproduisent plus. Faire mémoire est un facteur de maturation individuelle et sociale ». (Voir Revue Bethléem, 9/2003, Editorial, p.3)

Au contraire dans notre pays, les vestiges historiques sont détruits, l'érection de monuments ou leur entretien semblent être le cadet des soucis des dirigeants. En témoigne, à titre d'exemple, l'état de délabrement de la tombe de Ndadaye et de ses compagnons tant décrié.

### **Quelques exemples contemporains**

Quelques exemples puisés dans l'actualité contemporaine méritent d'interpeller également les burundais :

- Le commerce triangulaire ou le honteux commerce des esclaves qui a fait des millions de déportés et de morts, a été à la base de l'essor économique de l'Occident, un essor basé sur le mépris. Au Sénégal, l'île de Gorée (le principal lieu de transit) a été classée patrimoine mondial de l'humanité en 1978 par l'Unesco. L'entrepôt d'esclaves de Gorée est un monument terrifiant, qui interroge la conscience de l'humanité. La tragédie du commerce des esclaves et ses conséquences exigent une indemnisation des victimes pour que l'histoire ne se répète pas. La commission africaine mondiale de rapatriement et de réparation, composée d'africains d'Afrique et de la diaspora, a déposé une plainte en dommages et intérêts et exige 777'000 milliards de dollars. Cette somme prend en compte, estime le secrétaire général de l'ONU Koffi Annan le nombre de vies perdues en Afrique ainsi que la valeur de l'or, des diamants et des minéraux volés pendant la période du commerce des esclaves.

- Au Guatemala, les commissions vérité ont enregistré 600 massacres dans le pays de 1979 aux années 90. Les corps enterrés il y a 20 ans par des militaires dans des cimetières secrets ou des fosses communes ont été exhumés. Les victimes ont été rendues à leurs familles pour un enterrement religieux officiel.

- Au mois de mai de cette année, 400 jeunes juifs, musulmans et chrétiens ont un pèlerinage à Auschwitz. Le camp de concentration d'Auschwitz a été le paroxysme de la violence meurtrière du régime nazi. Visiter ce camp, c'est faire mémoire de plus d'un million de morts : des hommes, des femmes, des enfants, des vieillards, des Juifs surtout, mais aussi des chrétiens et des Tziganes qui ont péri dans des chambres à gaz ou des fours crématoires.

- Par contre le Rwanda constitue un mauvais exemple dans la mesure où le génocide de 1994 a été transformé plutôt en un véritable fonds de commerce par le régime FPR. Beaucoup de critiques ont décrié la situation.

Mémoire collective et deuil

